

Les Métropoles barbares

Guillaume FABUREL – *le passager clandestin* – 2018

L'auteur, professeur en géographie, urbanisme et science politique à l'Université Lyon 2 et à l'IEP de Lyon, développe les critiques qui peuvent être faites du concept de « **métropolisation** », dont toutes les sciences humaines font grand usage : enjeux, pouvoirs, gouvernance, acteurs, territoires métropolitains.

La **métropole** – « ville mère en grec » - étend son influence sur un territoire géographique et politique. Au XIX^os., le sens s'étend au territoire « métropolitain » qui colonise le monde et qui concentre les pouvoirs économiques, politiques, religieux, culturels.

Le mot réapparaît en **1964** dans la loi cadre de la DATAR : 8 « **métropoles d'équilibre** » dans le cadre de la décentralisation, sont censées faire contre-poids à la centralisation parisienne.

La **loi MAPTAM de 2014** crée le nouveau statut de « **Métropole** » aux unités urbaines de 400 000 habitants, situées dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants. De 13 initialement, on passe à 22 pour ne froisser personne. Il s'agit d'inciter les communes à se regrouper et à mettre en commun moyens et compétences pour assurer leur développement économique.

Cette loi est associée à la **loi NOTRe de 2017** qui réduit le nombre de **régions administratives de 22 à 13** « pour peser dans le concert des régions européennes ».

Ces mesures qui tendent à concentrer capitaux, hommes, emplois et pouvoirs s'inscrivent dans « **le mythe prométhéen du productivisme urbain** », sans en évaluer les conséquences sociales et environnementales.

Or, la **densification des infrastructures accroît la valeur immobilière** des espaces desservis, accentuant la relégation périphérique d'une partie croissante de la population.

Ce phénomène n'est pas pris en compte par les élus, experts et acteurs privés obnubilés par le principe de la « croissance ».

L'ouvrage présente d'abord les ressorts du néolibéralisme urbain, puis les conséquences négatives de la croissance urbaine et enfin les résistances qu'elle suscite.

I Les ressorts du néolibéralisme urbain

La crise des années 1970/80 a changé l'échelle des villes : d'armatures des territoires régionaux et nationaux, elles ont pris une dimension mondiale dans le cadre du **néolibéralisme économique** : suppression des barrières douanières, délocalisations massives des industries, concentration des capitaux, mise en concurrence des territoires, ont permis le développement d'un **archipel métropolitain**, lieu de créativité et d'innovation selon un modèle de penser en **3 T** : Technologie,

Talent, Tolérance. Ces Métropoles concentrent les catégories socioprofessionnelles supérieures, les plus solvables, exerçant les activités les plus lucratives.

Les Métropoles sont des **aérotropolis**, des hubs qui permettent de les relier comme le firent les autoroutes au XX^e s., les chemins de fer au XIX^es. et les ports au XVIII^e s. Ce sont des **lieux de circulation et d'échanges** : flux et réseaux sont à la base des organisations humaines dans un monde en mouvement accéléré où les activités sont de plus en plus intenses, y compris la nuit (au détriment du repos des habitants et des conditions de travail des salariés, ce qui engendre des conflits : ex de Strasbourg).

Les nouvelles Métropoles nécessitent **des transports toujours plus denses et plus fluides**, des « écoquartiers », des « fermes urbaines », des quartiers centraux réhabilités, scénarisés pour de grands événements (ex : « Les Lumières à Lyon), bref, une **uniformisation du processus** d'accumulation et d'accélération.

D'où le « **marketing territorial** » pour les différencier, marqué par un franglais assumé (ex : OnlyLyon) pour assurer la notoriété et le rayonnement de la ville dans un classement labellisé, tel que « Métropoles French Tech ». Le **sport** y joue un rôle primordial, nécessitant de lourds investissements dans un partenariat Public/Privé, source de profits importants.

La Métropole se doit d'être « **ville numérique** » par ses espaces publicisés, sa signalétique, bientôt ses voitures autonomes, ses contrôles biométriques, ses normes sécuritaires, ses laboratoires high tech, ses universités et industries de pointe. L'exemple en est **Grenoble** ou **GIANT** = Grenoble Innovations for Advanced New Technologies, vaste technopole d'où les classes populaires ont été évincées en périphérie.

Exemple aussi de **Paris-Saclay**, pôle scientifique et technologique, conçu dans le cadre d'un PPP avec les 3 grands du PTP français : Vinci, Bouygues, Eiffage.

C'est la valorisation des **NBIC** : nanotechnologie – biotechnologie – informatique – sciences cognitives.

Autre projet pharaonique : **Europa City** du « triangle de Gonesse », « Edge city » adossé à l'aéroport Roissy/CDG, conçu par le groupe Auchan sur 700 000 m². 3 milliards d'investissements – dont 1 milliard par les collectivités territoriales pour les infrastructures d'accès. Proche des territoires les plus pauvres de Seine Saint Denis et du Val d'Oise, ce pouvait être un moyen de contrôle de ces populations par l'activité marchande et de loisirs sur les meilleures terres agricoles du Bassin parisien.

[Ce projet a été recalé depuis la parution de l'ouvrage]

L'extension des espaces urbanisés se pare de bienfaits écologiques et climatiques (**Développement Urbain Durable**). Ils sont censés répondre à la crise du logement et à la nécessaire densification – en opposition à la coûteuse expansion pavillonnaire - alors qu'il s'agit souvent de la marchandisation d'espaces fonciers dépréciés qui permet de faire fructifier la rente foncière, à l'aide de politiques fiscales avantageuses.

La **réforme territoriale** mise en œuvre s'appuie sur un **partenariat public/privé**, c'est-à-dire le transfert massif de missions publiques vers le privé. Les municipalités pilotent avec l'aide d'experts en stratégie et en marketing, et une « **gouvernance participative** » à la mode.

Le PPP touche notamment les monuments historiques, les transports, les grands stades, la gestion des déchets et de l'eau.

Censées être plus efficaces et moins coûteuses, ces pratiques sont régulièrement dénoncées par la Cour des Comptes comme très onéreuses. En outre, elles favorisent la privatisation d'espaces publics.

Les Métropoles sont donc des espaces d'accumulation du capital encastré dans la pierre et les réseaux, des **villes entrepreneuriales** qui mettent en scène une nature artificialisée dans des lieux hautement sécurisés. Elles ont vocation à réhabiliter le patrimoine historique, optimiser le foncier, fluidifier la circulation des flux et développer les équipements ludiques.

II Les conséquences sociales et environnementales du processus de densification

* un modèle généralisé et aggravé de **différenciation socio-spatiale** dans toutes les grandes métropoles, marqué par une forte segmentation des espaces : les habitants les plus qualifiés et les mieux payés au centre, l'armée des employés/ouvriers peu qualifiés, mal payés, flexibles et précarisés en périphérie.

La **gentrification** des centres est d'autant plus marquée en Europe que les cœurs patrimonialisés, restaurés, muséifiés ont été vidés de leurs habitants les plus pauvres. Ces quartiers centraux accueillent des jeunes bien formés et solvables, occupant des fonctions directionnelles, mais aussi des étudiants (mannes financières pour les propriétaires) et les retraités aisés, acteurs de la **silver économie**.

On observe un processus de **standardisation architecturale, paysagère, sociale et culturelle** : « L'espace est, comme le temps et l'argent, un redoutable allié des dominants » (Jean Pierre GARNIER – 2013)

L'auteur distingue dans le phénomène de périurbanisation, le **périurbain choisi** par des classes moyennes supérieures (quartiers pavillonnaires sécurisés, « écoresponsables ») et le **périurbain subi**, beaucoup plus éloigné, mal desservi, pour les classes populaires.

* La mode est à « **l'urbanisme éphémère** », « temporaire » ou « transitoire » pour reconverter les friches de l'ère industrielle en lieux événementiels. C'est une nouvelle forme de gentrification reposant sur la recherche de rentabilité foncière par la sélection sociale plutôt que de construire des logements sociaux.

* le label « **écoquartier** » se répand mais masque l'augmentation des ilots de chaleur urbains : la **végétalisation** est très insuffisante pour régler le problème de la densification, de l'intensification des flux et de l'imperméabilisation des sols : la multiplication des inondations a un coût humain

et financier très élevé. Le label « écoquartier » est souvent davantage du **marketing territorial promotionnel** « clé en main » piloté par les acteurs politiques et les aménageurs professionnels.

* des **inégalités croissantes** entre métropoles intégrées dans la mondialisation d'une part et les territoires des villes petites et moyennes et les espaces ruraux d'autre part. En France en 2017, les 22 Métropoles captent 39 % de la population, 43 % des emplois et 51 % du PIB.

Si l'INSEE ne prend en compte dans son classement que le PIB, il existe d'autres données comme l'Indice de **Développement Humain** (qui prend en compte l'espérance de vie, les diplômes, le revenu fiscal notamment), et l'indicateur d'empreinte écologique. Il s'avère alors que le « **vivre mieux** » se retrouve dans les villes petites et moyennes où les liens sociaux, l'éducation, l'environnement, la santé, le logement sont de meilleure qualité, selon l'auteur.

* D'ailleurs, les villes-centres perdent progressivement des habitants au profit des espaces périphériques, notamment dans les villes anciennement industrialisées en Amérique du nord comme en Europe, villes qui connaissent des pertes d'emplois, des problèmes sociaux et un **exode urbain**. L'auteur s'attache à l'exemple de **Detroit**.

Ce phénomène pourrait être comparable aux cycles économiques.

Pour les partisans de la croissance à tout prix, il s'agit d'une parenthèse qui nécessite la recherche d'un nouvel essor. Mais pour certains chercheurs, il est temps de sortir de la prédominance de la centralité métropolitaine : la **décroissance urbaine** serait-elle une opportunité alors qu'elle apparaît encore comme un tabou ?

* En 2015, 65% des Français préféreraient vivre à la campagne alors que 35 % préféreraient vivre en ville. Cette enquête portait sur des données quantitatives (taux de pollution, bruit, délits, embouteillages, coûts ...) mais aussi sur le rejet de la standardisation des espaces et des discriminations territoriales. Ce **nouvel engouement pour la ruralité** est-il un retournement des imaginaires sociaux pour plus de convivialité et d'harmonie avec le vivant ? D'une nostalgie des temps anciens ou plutôt d'une opposition à la ville ?

De fait, ce sont les populations périurbaines qui s'accroissent : 12,3 millions d'habitants, 16 000 communes. Elles accueillent toutes les catégories sociales dans un habitat majoritairement pavillonnaire : « besoin d'intimité, de liberté et d'indépendance » (?) L'auteur y voit de nouvelles sociabilités de voisinage, des habitants acteurs de leurs espaces de vie, avec des services publics moins nombreux mais compensés par une vie collective plus intense, plus solidaire et une meilleure qualité de vie.

Sont-elles des alternatives sociales et écologiques au monde métropolitain mondialisé ?

* **dépolitisation de l'urbain** : les experts territoriaux semblent incapables de concevoir d'autres perspectives que la croissance urbaine et la ville entrepreneuriale. Peu d'analyses critiques s'expriment comme si l'urbanisme était neutre, au service de l'intérêt général. Il semble qu'il y ait alliance entre savoir universitaire, pouvoirs institutionnels et acteurs économiques autour d'une vision urbano-centrée du monde.

Point de vue renforcé par la **statistique** qui est en fait une construction politique (données choisies, unités, seuils ...). Les choix statistiques déterminent la répartition des investissements publics : toutes les décisions d'aménagement s'appuient sur la **densité** et la **mobilité**. La ville apparaît donc comme le pôle d'excellence, de création, d'accumulation des richesses, de progrès social, en opposition aux espaces ruraux jugés « prémodernes » et conservateurs. La ville a joué un **rôle moteur dans l'avènement du capitalisme** (Max Weber) et a offert des **potentialités révolutionnaires** pour les marxistes.

Mais si la ville joue ce rôle d'émancipation, pourquoi est-elle ce lieu de ségrégation, de relégation et de péril écologique, s'interroge l'auteur.

III Les résistances au mythe métropolitain

* un phénomène planétaire très divers, de l'altermondialisme au néomarxisme, contre les effets du capitalisme néolibéral, avec prise en compte de l'écologie contre le mythe de la croissance infinie.

* **typologie des causes des mobilisations :**

§ contre les **traités internationaux** (Tafta, CTA) qui remettent en cause les normes industrielles et agricoles

§ contre les grands projets de **loisir et tourisme**

§ contre les grands projets liés aux **transports** (aéroports, TGV, autoroutes ...) dits **GPII = Grands Projets Inutiles et Imposés**

§ pour des formes d'**habitat** plus écologiques et solidaires (ex : écovillages)

§ pour des **énergies** renouvelables, contre grandes centrales éoliennes imposées, gaz de schiste ...)

§ contre une **agriculture** productiviste et une alimentation industrielle

§ contre la gestion des **déchets** qui portent atteinte à l'environnement (ex : déchets nucléaires)

Cette mobilisation met en œuvre des alternatives concrètes pour prendre soin de la nature, relocaliser les échanges, préserver le patrimoine par l'entraide et les solidarités collectives (l'auteur cite des dizaines d'ouvrages ou articles en exemple) en opposition au **fétichisme de la métropole**, ses mobilités et ses infrastructures diverses de plus en plus denses, qui sont autant de main mise sur les territoires pour les contrôler.

* **formes de mobilisation et d'action :**

Informer (tracts, badges, affiches, meetings, manifestations ...), procéder à des **recours juridiques**, occuper les lieux (**ZAD, fêtes, spectacles ...**), **activités communes** (ressourceries, jardins partagés, composteurs de quartier, épiceries solidaires ...).

C'est une philosophie de l'existence, un combat inscrit dans les corps, une forme de dissidence spatiale voire de sécession territoriale. La révolution ne consiste pas à détruire le capitalisme, mais à refuser de le fabriquer. Un processus révolutionnaire est en cours.

* les **communs** de la transformation : **habiter, coopérer, autogérer**

§ **habiter** : agir en commun sur un territoire, espace de ressources et de maintien de l'écosystème, de fabrication d'imaginaire collectif (ex des **écovillages**)

§ **coopérer** : autour de valeurs partagées, de solidarité, de convivialité et de responsabilité.

Ex des logiciels libres, de coopératives alternatives, alors que l'ESS est de plus en plus une fonction supplétive de l'Etat, et qui produit 10% du PIB

§ **autogérer** et **s'auto organiser**, non pas sur un repli identitaire, mais pour la recherche de l'autonomie alimentaire, de l'auto construction, de l'autonomie énergétique, de la mise en commun des savoirs. Cela implique la sobriété de l'usage des ressources disponibles.

EPILOGUE

Il s'agit donc d'une **éthique de la décroissance** pour **désurbaniser la Terre**, contre le consumérisme : simplicité volontaire dans des liens approfondis avec la nature. Contre le dépaysement et le nomadisme, contre le productivisme et les mobilités, relocaliser, ralentir, pour une **déprise urbaine**.

Les luttes de résistance urbaines ne pourront jamais proposer d'alternatives de vie efficaces. L'activisme urbain cède peu à peu la place à l'activisme rural.

Le mouvement « **Nuit debout** », sorte d'organe législatif privé d'exécutif, est la manifestation publique d'une impuissance bien faite pour les médias et gouvernants.

Pour l'auteur, seules les perspectives territoriales alter- métropolitaines ont une chance d'aboutir par la capacité des communautés locales à habiter, produire et autogérer le territoire. Les **petites unités humaines post-urbaines autonomes** pourront gérer la propriété collective/communale des moyens de production dans une relation apaisée avec le milieu naturel, dans la tempérance, la gratuité, le partage, dans le cadre d'un **municipalisme libertaire**.

« Un retour à la terre source de nouveaux récits situés des communs contre les métropoles triomphantes et leur mondialité capitaliste, contre leur barbarie et le gouffre socioécologique dans lequel elles nous précipitent. »